

XXII – Lanceurs d’alerte au Sénégal : un nouveau partenariat Soros-Bourdon ?

Soros Connection – 17 mar. 2017 – Thibault Kerlirzin

Le Monde, journal du milliardaire Pierre Bergé, ouvre encore ses colonnes à William Bourdon. La raison ? Une nouvelle plateforme pour les lanceurs d’alerte au Sénégal. En fouillant, on y découvre une nouvelle fois les réseaux Soros.

En France, George Soros et William Bourdon ont joué un rôle déterminant en faveur des lanceurs d’alerte (ce sera l’objet de notre prochain article). Le 7 mars 2017, la PPLAAF (Plateforme de protection des lanceurs d’alerte en Afrique) voyait le jour au Sénégal. Question rhétorique : s’agit-il enfin d’une initiative de la véritable société civile, ou assiste-t-on une fois de plus à une organisation gérée par des acteurs issus de fondations privées et à ce titre non élues et non missionnées par la population ?

Le Monde Afrique, partenaire de Soros¹ via OSIWA (Open Society Initiative for West Africa) ouvrit ses colonnes à William Bourdon à l’occasion du lancement du site de la PPLAAF.² En laissant de côté le storytelling et le spin habituels, on passera cette ONG rapidement en revue.³

- Le président de la PPLAAF est William Bourdon, sorosien convaincu, fondateur de l’ONG Sherpa (membre des réseaux Soros) et dont la plupart des partenaires sont financés et / ou partenaires de l’Open Society. On se reportera notamment à l’essai Carnages de Pierre Péan pour en apprendre plus sur cet homme (où le journaliste écrit notamment que « Bourdon peut donc passer pour un des sherpas de Soros »), ainsi qu’au dossier que la revue *Faits & Documents* lui a consacré.
- Alioune Tine a cofondé le RADDHO (Rencontre africaine pour la défense des droits de l’Homme), une ONG liée, selon son site, à 1) la SOTU (State of the Union), une ONG créée notamment par la sorosite OXFAM⁴ et 2) la COSEJEHAB, un projet financé par TrustAfrica, ONG soutenue financièrement par l’Open Society et d’autres organisations influentes (Fondations Ford, Gates, MacArthur, Carnegie Corporation of New York, etc.)⁵ Depuis 2015, il est directeur d’Amnesty International – qu’a déjà financée l’Open Society à plusieurs reprises – pour l’Afrique de l’Ouest.

¹ <http://www.lemonde.fr/partenaire-osiwa/>

²

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/03/07/les-lanceurs-d-alerte-africains-ont-un-urgent-besoin-de-protection_5090532_3212.html

³ <https://pplAAF.org/who-we-are.html>

⁴ http://www.sotu-africa.org/?page_id=2197

⁵ <http://www.trustAfrica.org/en/about-us/funder>

- Henri Thulliez, trésorier, fut le coordinateur d'un rapport contre Hiisenè Habré pour Human Rights Watch, financée par l'Open Society, dont le fondateur Aryeh Neier dirigea cette l'Open Society pendant près de vingt ans (1993-2012). Il est directeur de la Fondation pour l'Egalité des Chances en Afrique. La PPLAAF oublie malencontreusement de préciser que William Bourdon, outre sa présence au Comité de Paris de Human Rights Watch, est administrateur⁶ de cette même Fondation, qui a par ailleurs « contribué au budget opérationnel de Sherpa pour l'année 2015 et l'année 2016 »⁷. William Bourdon est d'ailleurs l'avocat de Mohamed Ould Bouamatou, qui préside et finance la Fondation pour l'Egalité des Chances en Afrique. Or l'avocat de Bouamatou, hasard de la vie, n'est autre que William Bourdon, comme le rapportait *La Lettre du Continent* n°737.
- Baltazar Garzón, magistrat, dont la PPLAAF présente les divers combats mais oublie malheureusement de rappeler que la justice de Madrid le reconnut coupable dans une affaire d'écoutes illégales et le condamna unanimement, à ce titre, à onze ans d'interdictions d'exercice de sa fonction de juge.⁸
- Jihan El Tahri, administratrice, avait notamment réalisé le documentaire « The Price of Aid » en 2003, 63^{ème} film projeté au festival de la sorosienne Helsinki Foundation for Human Rights, financé par l'Open Society.⁹
- Mark Worth, administrateur, a occupé plusieurs hautes responsabilités dans différentes organisations. On retiendra ici qu'il fut le coordinateur et fondateur du programme international sur les lanceurs d'alerte pour Transparency International, une ONG financée généreusement par George Soros, comme nous l'avons rappelé à déjà plusieurs occasions.

Côté « staff », les réseaux de l'Open Society se sont là aussi montrés généreux.

- La directrice de la PPLAAF est Khadija Sharife, responsable africaine de l'OCCRP, cet organisme financé par l'Open Society et qui fut à l'origine, avec l'ICIJ (elle aussi financée par l'Open Society...) des opportuns Panama Papers. Elle est membre du bureau de Finance Uncovered, que financent¹⁰ notamment l'Open Society et le Natural Resources Governance Institute de Soros.¹¹ Finance Uncovered souligne avoir bénéficié de revenus pour des missions effectuées auprès des sorosiennes ActionAid (cf. dossier Bolloré et Transparency International). Enfin, par le passé, Sharife fut responsable de l'ANCIR (African Network of Centers for Investigative Reporting), dont 1) les partenaires affiliés comprennent l'ICIJ, l'OCCRP et le GIJN (Global Investigative Journalism Network) – que finance là aussi l'Open Society 2) les bailleurs de fonds comprennent OSIWA (Open Society Initiative for West Africa).¹²

⁶ <http://egalite-chances-afrique.org/conseil-dadministration/>

⁷ <http://egalite-chances-afrique.org/sherpa/>

⁸

http://www.lemonde.fr/europe/article/2012/02/09/en-espagne-la-justice-met-fin-a-la-carriere-du-juge-garzon_1641232_3214.html

⁹ <http://www.hfhr.org.pl/festival2004/en/filmy.html>

¹⁰ <http://www.financeuncovered.org/>

¹¹ <http://www.resourcegovernance.org/about-us/financials>

¹² <https://investigativecenters.org/>

Our Funding

Finance Uncovered started life in 2012 as a Tax Justice Network programme funded by Joseph Rowntree Charitable Trust and Oxfam Novib. In April 2015, we incorporated as a company limited by guarantee and separated from TJN at the end of 2016. We are very grateful for the support and understanding TJN gave our initiative.

We currently receive grants from the Lorana Sullivan Foundation, the National Endowment for Democracy, the Natural Resource Governance Initiative, Open Society Foundations and the William & Flora Hewlett Foundation. In the last year, we also derived income from training we provided to Action Aid, Public Services International and Transparency International.

This year we will deliver two four-day courses in London for over 60 journalists. Attendees will include around 30 journalists on full scholarships from the developing and emerging world. Finance Uncovered employs two full-time and contracts two part-time investigative journalists who work with our 207-strong global network on cross-border collaborations focusing on illicit finance. If you would like to know more about our work, please get in touch using the form below.

Affiliate Partners

ANCIR is a member of the Global Investigative Journalism Network and has partnership agreements with regional counterparts in Europe, Latin America, the Middle East and North Africa.



Resource Partners



The Team

- **ANCIR ILAB Editor:** Khadija Sharife
- **Managing Editor:** Amanda Potgieter
- **Prosecutorial Editor:** Heinrich Bohmke
- **Finance Analyst:** Tiziana Barghini
- **French Copy Editor:** Philippe Riviere
- **English Copy Editors:** Yaffa Fredrick and Chris Shay
- **Reporters:** Tabu Butagira (Uganda), Nthinyane Nthinyane (Botswana), Silas Gbandia (Sierra Leone), Shinovene Immanuel (Namibia), David Dembele (Senegal), Momar Niang (Mali), Sana Sbouai and Malek Khadraoui (Tunisia), Jacqui Kubenta (Kenya), Barry Sergeant (South Africa), Joshua Olufemi (Nigeria), Ray Choto (Zimbabwe)
- **Technologists:** David Lemaylan and Andrew Kamau
- **Funders:** Open Society West Africa (OSIWA), World Wide Web Foundation, Code For Africa
- **ANCIR Directors:** Justin Arenstein and Chris Roper

Funders



Open Society West Africa (OSIWA) provided ILAB support for French-speaking West African countries, corporate data and story grants. The World Wide Web Foundation supported Africa-wide ILAB support including corporate data, financial and prosecutorial editing as well as English and French editing. Code4Africa contributed technological expertise and financed story grants for non-West African countries. Journalismfund.eu provided assistance to ANCIR's in-house writers for Namibia, Angola and the Congo.

- « Un activiste », Charles Sanches, aidera à coordonner les activités. Il est plus qu'un activiste : Sanches est chargé de programme senior¹³ chez Article 19, une ONG là encore financée par l'Open Society.¹⁴ L'homme est intéressant : *Social Netlink* le considère comme « un acteur clef du changement numérique en Afrique » et rappelle qu'en 2016 il fut nommé « dans le Top 3

13

<http://www.socialnetlink.org/2015/12/charles-sanches-un-acteur-clef-du-changement-numerique-en-afrique/>

14 <https://www.article19.org/pages/fr/governance.html>

des meilleurs blogueurs du Sénégal ». De quoi ravir Soros et ses nombreux investissements en Afrique, que ce soit dans les antennes-relais avec Helios Towers Africa ou les minerais nécessaires aux nouvelles technologies.

DONATEURS

ARTICLE 19 peut défendre la liberté d'expression et la liberté d'information grâce au soutien bienveillant d'un grand nombre de donateurs.

Nos bailleurs de fonds sont mentionnés dans tout notre site. Nous sommes particulièrement reconnaissants à un certain nombre de bienfaiteurs de longue date, dont le soutien constant nous permet d'avoir un impact novateur et durable. Ils comprennent :

- Le Department for International Aid (DFID)/UKAID britannique
- Le ministère des Affaires étrangères néerlandais
- La Commission européenne
- La Fondation Ford
- Le Foreign and Commonwealth Office (FCO)
- Fritt Ord
- Le ministère des Affaires étrangères norvégien
- L'Open Society Institute (OSI)
- L'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA)
- La Fondation William et Flora Hewlett

On passera en revue l'essentiel des membres du Bureau consultatif de l'ONG :

- Nnimmo Bassey, ancien directeur de Friends of the Earth International. A ceux qui pensent que cette ONG se soucie vraiment d'écologie et d'humanisme, nous renverrons au dossier réalisé pour la Fondation Prometheus : « Les Amis de la Terre, des mercenaires au service de puissances étrangères ? »
- John Christensen, fondateur et directeur du Tax Justice Network, qui a parmi ses partenaires les sorosites Finance Watch, Global Witness, Publish What You Pay, OXFAM ou encore ActionAid.¹⁵
- William Gumede, président de la DemocracyWorks Foundation, dont OSISA (Open Society Initiative for West Africa) est bien entendu partenaire.¹⁶
- Mohamed Kamel Jendoubi, dont aucune biographie ni photo n'est disponible, mais qui fut le directeur du REMDH (Réseau euro-méditerranéen pour les droits de l'Homme), financé par l'Open Society au moins à l'époque où il occupait ce poste.¹⁷
- Claude Kabemba, directeur du SARW (Southern Africa Resource Watch), créé par OSISA.¹⁸
- Anuradha Mittal, fondatrice et directrice exécutive du douteux Oakland Institute (cf. là encore notre dossier sur les réseaux Soros contre Bolloré).
- Alvin Mosioma, directeur exécutif fondateur de Tax Justice Network – Afrique. Il fut président de la Financial Transparency Coalition (anciennement Task Force on Financial Integrity and Economic Development), une ONG partenaire de Sherpa. Le Center for Budget and Governance Accountability (soutenu par l'International Budget Partnership que finance Soros¹⁹), Eurodad (dont sont membres ONE Campaign et cinq sections d'OXFAM²⁰), Global

¹⁵ <http://www.taxjustice.net/about/who-we-are/international-network/>

¹⁶ <http://democracyworks.org.za/who-we-are/partners/>

¹⁷ http://euromedrights.org/wp-content/uploads/2015/03/EMHRN-Annual-report-2011_FR_ed03.pdf

¹⁸ <http://www.sarwatch.org/>

¹⁹ <http://www.cbgaindia.org/about-us/supporters/>

²⁰ <http://www.eurodad.org/sites/members>

Financial Integrity (partenaire occasionnel²¹ de l'Open Society, ainsi que de Global Witness et du Revenue Watch Institute²²), Tax Justice Network (cf. supra), Global Witness (dont Soros est le plus généreux bailleur de fonds) et Transparency International sont des membres de son Comité de coordination²³, et elle reçut un total de 500 000 \$ de l'Open Society pour 2014 et 2015.²⁴ La FTC a été notée cinq étoiles par Transparify – initiative notamment financée par Soros via son Think Tank Funds. La FTC est dirigée par Porter McConnell. Elle fit un bref passage par l'USAID en 2004, avant de passer près de deux ans au William Davidson Institute (dont les nombreux partenaires incluent : Bill & Melinda Gates Foundation, OXFAM, Rockefeller Foundation, DfID, Acumen Fund de la fille de Soros, Eurasia Foundation – que financent entre autres l'Open Society et l'USAID²⁵ –, Goldman Sachs, etc.²⁶), plusieurs mois chez The ONE Campaign, dont nous avons déjà parlé, puis cinq années chez OXFAM.²⁷

- Roshnee Narrandes est la directrice des partenariats pour OSISA. Auparavant, elle travailla à l'Electoral Institute for Sustainable Democracy (EISA), lui aussi financé par George Soros – dont la générosité est décidément sans limite.²⁸

Donors

- Canadian International Development Agency (CIDA)
- Danida
- Department for International Development (DfID) (UK)
- Embassy of Finland Pretoria
- Foreign & Commonwealth Office (FCO) (UK)
- National Democratic Institute (NDI)
- Norwegian Foreign Affairs Ministry
- Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA)
- Swedish International Development Agency (SIDA)
- Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC)
- United Nations Democracy Fund (UNDEF)
- United States Agency for International Development (USAID)

Les ONG « partenaires » ont globalement déjà été mentionnées au cours de ce billet. On pourra néanmoins rajouter :

- Corruption Watch, dont le directeur exécutif est Andrew Feinstein, ancien fellow international de l'Open Society.²⁹ En partenariat avec l'UNCAC, Transparency International et Global Witness, CW a tenté de faire du lobbying auprès de l'OCDE à Paris, le 10 mars 2016, au travers d'une lettre commune.³⁰

²¹ <http://www.gfintegrity.org/?country=peru>

²²

<http://www.gfintegrity.org/press-release/30-ngos-call-congress-refrain-introducing-legislation-amending-fcpa/>

²³ <https://financialtransparency.org/coordinating-committee/>

²⁴ <https://financialtransparency.org/funding/>

²⁵ <http://www.eurasia.org/sites/default/files/Annual%20Report%202014.pdf>

²⁶ <http://wdi.umich.edu/about/partners/>

²⁷ <https://www.linkedin.com/in/portermcconnell>

²⁸ <https://www.eisa.org.za/index.php/donors/>

²⁹ <http://www.cw-uk.org/the-team-2/>

³⁰ <http://www.cw-uk.org/wp-content/uploads/2016/03/OECD-Ministerial-letter-final.pdf>

- Open Democracy Advice Centre (ODAC), dont le slogan « La transparence en action » prête à sourire lorsqu'on sait que l'Open Society en est un bailleur de fonds.³¹



Histoire de se donner une légitimité supplémentaire ; la PPLAAF comprend plusieurs journalistes :

- David Dembélé, contributeur au *Monde Afrique*, et membre de l'ANCIR dans le cadre des Panama Papers, dans cette branche africaine que finance OSIWA.³²
- Maxime Domegni, journaliste togolais qui reçut un prix d'excellence au Kenya pour son travail dans le cadre du « Wacem Gate », un scandale révélé par... Global Financial Integrity (voir supra.).³³
- Selay Marius Kouassi. Entre autres fonctions, il travaille³⁴ pour Abidjan Live News, où l'on peut trouver l'un de ses articles sur l'industrie minière en Côte d'Ivoire, un article financé (i. e. une commande ?) par OSIWA et l'ANCIR.³⁵

*The US Dollar exchange rate used in this paper is: US\$ 1 = 500F Cfa (XOF).
This article was supported by the Open Society West Africa (OSIWA) and the African Network of Centers for Investigative Reporting (ANCIR)

Selay Marius K.



- Nizar Manek. Il fut volontaire au Centre for Investigative Journalism en 2009³⁶, un organisme une nouvelle fois financé, dans le passé, par l'Open Society.³⁷

³¹ <http://www.opendemocracy.org.za/index.php/who-we-are/funders>

³² <https://panamapapers.investigativecenters.org/about/>

³³

<http://www.togotopinfos.com/2016/12/12/le-journaliste-togolais-maxime-domegni-recoit-un-prix-dexcellence-au-kenya/>

³⁴ <http://pulitzercenter.org/people/selay-marius-kouassi>

³⁵

http://en.abidjanlivenews.com/Cote-d-Ivoire-Mining-Industry-Bonikro-communities-disillusioned-by-lack-of-progress-and-development_a556.html

³⁶ <http://www.tcij.org/about-cij/news/volunteers-cijsummer-2016>

³⁷ <http://www.tcij.org/about-cij/our-funders>


Our Funders

The Centre for Investigative Journalism (CIJ) was founded in 2003 with a grant from the Lorana Sullivan Foundation. In 2007 it acquired registered charity status (no.1118602).

Over the years, CIJ has been supported by a number of foundations including: City University London, Democratie en Media, the Lorana Sullivan Foundation, the Open Society Institute, the Park Foundation, the Reva and David Logan Foundation, the David and Elaine Potter Foundation, the Roddick Foundation and several smaller private trusts.

The CIJ has access to 501(c)3 tax-deductable status in the US, through NEO Philanthropy (New York).

- Emmanuel Mayah. Il a collaboré³⁸ avec diverses sorosites telles OXFAM et Global Integrity.³⁹
- Collins Mtika, membre⁴⁰ de Journalismfund.eu – partenaire du GIJN (Global Investigative Journalism Network) et financé par l’Open Society –, il a fondé le Centre for Investigative Journalism in Malawi (CIJM), qui bénéficie de financements d’OSISA (Open Society Initiative for Southern Africa).⁴¹



CALL FOR ENTRIES: INVESTIGATIVE STORY GRANTS

The Centre for Investigative Journalism Malawi (CIJM) is a newly established independent Centre of Investigative Journalists committed to promoting effective, ethical and original reporting that moves beyond a simplistic focus on 'corrupt' individuals in favour of a more systematic and contextualised exposure of corruption, exploitation, and other social-justice issues.

CIJM will facilitate an exchange of ideas and resources, by channelling support and technical advice, by promoting dialogue between Investigative Journalists within Malawi and abroad, facilitate access to information resources that can enhance the quality of Malawian investigative journalism, and promote the highest professional standards, free from ideological and partisan pressures.

With support from the Media and Access to Information Programme of the Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA) CIJM is implementing a project on 'Strengthening Investigative Journalism in Malawi'.

The overall goal of this project is to foster greater transparency and accountability in Malawi by improving media standards and the quality of investigative journalism.

- Luis Nhachote⁴², qui a mené des recherches pour Transparency International, travaillé pour le Center for Public Integrity (financé par l’Open Society⁴³) et a siégé au bureau du FAIR (Forum for African Investigative Reports), un organisme partenaire du GIJN financé à plusieurs reprises par l’Open Society.⁴⁴
- Ntibinyane Ntibinyane, cofondateur d’INK Centre for Investigative Journalism, dont OSISA semble être l’unique et très généreux bailleur de fonds.⁴⁵ INK est également partenaire du GIJN. La PPLAAF donne au moins un élément biographique à son sujet : sa collaboration avec l’ICIJ (cf. supra, les Panama Papers)

³⁸ <http://globalinitiative.net/network/emmanuel-mayah/>

³⁹ <http://www.globalintegrity.org/about/funders-and-financials/>

⁴⁰ <http://www.journalismfund.eu/author/collins-mtika>

⁴¹ <http://www.investigative-malawi.com/>

⁴² http://www.aisagiss.org/2015/?page_id=506

⁴³ <https://www.publicintegrity.org/about/our-work/supporters>

⁴⁴ Par exemple :

<https://fairreporters.wordpress.com/2012/10/25/report-to-the-fair-annual-general-meeting-2012-enfr/>,

<https://fairreporters.wordpress.com/2013/06/14/gijn-22-fellowships-and-grants-for-investigative-journalists/> &

<https://fairreporters.wordpress.com/2013/09/23/power-reporting-2013-the-african-investigative-journalism-conference/>

⁴⁵ <http://inkjournalism.org/about-us/>

How INK is Funded

The **Open Society Initiative for Southern Africa** made a major, multi-year commitment to fund the Centre at launch. Other philanthropic contributions have been received as well, and more are needed. Click here to donate.

- Elza Sandrine, qui ne semble pas (encore) liée à des sorosites. On notera seulement qu'elle est journaliste et rédactrice pour l'Economiste du Faso, un journal qui rapporte notamment les travaux de la Global Financial Integrity et a publié favorablement les résultats d'une étude menée par OSIWA.⁴⁶
- Sana Sbouai. De juin 2015 à novembre 2016, elle fut journaliste web au Middle East Eye, relai régulier des travaux de l'Open Society. Elle à l'origine de la création du pure player Inkymedia.com, un projet de l'ONG tunisienne Al Khatt (dont Sbouai est membre du Conseil d'administration⁴⁷). En 2014⁴⁸, cette ONG a notamment reçu un don de l'ARIJ (Arab Reporters for Investigative Journalism), financée par l'Open Society.⁴⁹

10.1- Subventions, Financements projets

Les subventions et financements projets perçus s'élèvent au 31/12/2014 à 282 081 DT
Et sont détaillés comme suit :

| Date | Désignation /Organisme sponsor | Montant en DT |
|--------------|----------------------------------|----------------|
| 08/01/2014 | Institut Français | 49 327 |
| 20/05/2014 | Heinrich Böll Stiftung | 10 001 |
| 01/10/2014 | Canal France International (CFI) | 12 898 |
| 21/10/2014 | Canal France International (CFI) | 22 196 |
| 22/10/2014 | Free Press Unlimited | 30 078 |
| 22/10/2014 | Deutsche Welle Akademie | 1 224 |
| 28/10/2014 | Institut Français | 35 227 |
| 05/11/2014 | Deutsche Welle Akademie | 7 355 |
| 07/11/2014 | Heinrich Böll Stiftung | 6 745 |
| 24/11/2014 | Canal France International (CFI) | 79 210 |
| 17/12/2014 | Deutsche Welle Akademie | 10 768 |
| 25/12/2014 | Deutsche Welle Akademie | 4 639 |
| 29/12/2014 | ARIJ | 12 413 |
| Total | | 282 081 |

ARIJ was founded by a grant provided by the Danish Parliament and administered by the Copenhagen-based International Media Support (IMS). Other leading donors include the Swedish International Development Cooperation (SIDA), **Foundation for Open Society** and Norway.

⁴⁶

<http://www.leconomistedufaso.bf/2015/07/27/fraude-fiscale-dans-la-cedeao-plus-de-200-milliards-de-dollars-de-perte/>

⁴⁷ <http://alkhatt.org/#quisommesnous>

⁴⁸ <http://alkhatt.org/rapport-financier/>

⁴⁹ <http://en.arij.net/news/arij-seen-as-regional-media-success-story-by-independent-european-evaluator/>

- Anjan Sundaram ne semble pour le moment pas lié aux réseaux Soros.

La plupart des informations sur ces journalistes découlent de nos recherches mais ne sont pas données sur le site de la PPLAAF.

Le lecteur aura eu le loisir de noter la fausse diversité qui opère au sein de cette ONG, vraisemblablement paravent d'autres intérêts. On se rappellera en outre que Soros n'en est pas à son coup d'essai au Sénégal, après son soutien actif à l'ONG « Y en a marre » pour tenter de renverser « pacifiquement Abdoulaye Wade en 2012.⁵⁰ Au-delà de simples faisceaux d'indices, la PPLAAF aura toutefois eu le mérite de donner raison à l'affirmation de Pierre Péan : William Bourdon peut en effet passer pour un des sherpas de George Soros.

⁵⁰ <http://oeildafrique.com/georges-soros-yen-a-marre-et-limperialisme-malin-etats-unien/>